



Grand entretien du jeudi

Antoine Buéno : "Pour moi, on ne pourra pas régler le problème écologique sans le capitalisme"

Propos recueillis par Kévin Boucaud-Victoire Publié le 19/10/2023 à 16:00

Dans son dernier livre, « Faut-il une dictature verte ? » (Flammarion), l'essayiste, conférencier et conseiller au Sénat Antoine Buéno explique pourquoi la démocratie et le capitalisme sont indispensables à la transition écologique.

Marianne : « Faut-il une dictature verte ? » Pourquoi poser cette question ?

Antoine Buéno : Je ne suis pas parti de cette question, mais de ce qui me semble être l'état du débat public sur l'écologie. Durant la promotion de mon précédent livre, j'ai remarqué qu'une question revenait en permanence : « Pourquoi on n'agit pas ? »

Tout le monde sait qu'il faut faire une transition. Pourquoi est-ce que cela n'a pas lieu ? Est-ce qu'on peut réellement agir ? Et si c'est possible, comment ? Je suis parti de ces questions. J'ai compris que nous vivions dans un moment de panique généralisée, qui conduit à faire des mauvais choix, à apporter de mauvaises réponses simplistes. Aujourd'hui, dans les médias publics, il n'y a plus que des manières de poser le débat public qui excluent les solutions au lieu de les additionner.

C'est-à-dire ?

Par exemple, faut-il de la sobriété et de la technologie ? Il est évident que nous avons besoin des deux et que ce n'est pas exclusif. Il y a un complotisme qui revient à dire que c'est le climatoscepticisme qui dirige le monde. Évidemment que le climatoscepticisme existe toujours, mais il n'est plus aussi puissant que dans les années 1970, 1980 et 1990. Il y a vingt ans, la donne a changé.

« Même le plus gros pollueur étatique ne dispose que d'une fraction du problème. »

Deuxièmement il y a la désignation des boucs émissaires, souvent les riches, les vieux, le cerveau. J'ai essayé de lister toutes les mauvaises solutions, pour reprendre la chose dès le départ. Pourquoi on n'agit pas ? C'est parce qu'on se trouve face à un défi majeur : la transition est un Everest. Il faut tout changer. Tout est verrouillé à tous les échelons, d'un point de vue économique, social et économique. Nous sommes face à des « verrous systémiques » qui expliquent pourquoi il est structurellement très compliqué d'agir. En me demandant ce qui verrouille, j'arrive de fil en aiguille à la démocratie.

Quels sont ces verrous ?

Pour résumer, il y en a cinq. Le premier, c'est que le pouvoir d'agir est disséminé dans un nombre d'acteurs effarants : individus, entreprises et États. Prenons simplement l'échelon des États. Le plus gros pollueur du monde, c'est la Chine, qui émet 30 % des gaz à effet de serre. Même le plus gros pollueur étatique ne dispose que d'une fraction du problème. Je ne parle même pas de l'Union européenne (UE) qui est à 10 %, de la France qui est à 1 %. La capacité d'agir est donc atomisée.

Et les quatre autres ?

Le deuxième, c'est que tous les acteurs sont libres d'agir ou non. Les individus peuvent prendre l'avion ou pas. Les États peuvent mettre en œuvre ou pas des mesures. Les entreprises, sauf cadre législatif, sont également libres. Troisièmement, tous les acteurs ont un horizon temporel de court terme. Quatrièmement, les actions des uns dépendent des actions des autres. Cinquièmement, personne n'a un intérêt immédiat à agir. C'est-à-dire que le coût de l'action est matériel, massif, certain et immédiat, pour un bénéfice qui est aléatoire, lointain et même pas personnel, car ceux qui vont profiter de l'action sont éloignés géographiquement ou ce sont les générations futures.

« Pour moi, l'avenir de la société, c'est la social-démocratie. »

Je pense néanmoins qu'il y a des solutions. Nous avons besoin d'une locomotive et d'une mécanique à déterminer. La locomotive ne peut être qu'un seul acteur : les pays développés. D'ailleurs, ce sont eux qui ont mis en avant la question environnementale, même insuffisamment. Et encore plus précisément, les populations des pays développés, c'est-à-dire les opinions publiques de ces pays. Ensuite, la mécanique qui permet à tous les wagons d'être bien arrimés les uns aux autres, c'est le marché.

Vous dénoncez ceux qui stigmatisent au nom de l'écologie. Les bilans carbone sont néanmoins très différents selon la place dans la société des uns et des autres. Une écologie non conflictuelle n'est-elle pas utopique ?

Je suis tout à fait d'accord et je vais dans ce sens en parlant de l'activisme. D'un point de vue historique, aucune grande cause n'a pu progresser, s'imposer, sans une certaine forme de violence. Il est donc tout à fait utopique de penser que pour cette question-là, qui est le plus grand défi que l'humanité n'ait jamais relevé, puisse avancer sans violence. Je suis d'accord que non seulement il peut y avoir de la conflictualité, mais en plus, elle peut se traduire en violence. D'où l'enjeu de l'activisme écologique.

Selon vous, l'écologie doit réinventer le capitalisme...

Tout l'enjeu est de savoir si l'écologie est forcément anticapitaliste ou si le capitalisme peut faire partie de la solution. Je pense que sans le capitalisme, on ne pourra pas régler le problème. Ce sont justement les mécanismes de marché et le marché lui-même, qui sont capables de coordonner tout le monde.

À quoi ressemblerait ce « capitalisme vert » ?

Cette question peut prendre deux sens. Il y a la question du chemin et celle de l'arrivée. Quel trajet et quel projet ? Le trajet que je décris, c'est celui du modèle européen, qui est à la fois libéral et social. Si un capitalisme vert est possible, c'est un capitalisme contenu, bridé, encadré. C'est donc du keynésianisme, c'est-à-dire de l'interventionnisme public qui ne va pas détruire le marché, mais qui va se servir de la puissance du marché afin de servir des objectifs supérieurs, qui sont de nature sociale ou environnementale.

Pour moi, l'avenir de la société, c'est la social-démocratie. C'est un modèle dans lequel on ne croit pas que la main invisible du marché va spontanément, avec en plus l'apport technologique, verdir le monde. Il faut intervenir, sans détruire la force de marché, à savoir la rencontre de l'offre et de la demande, qui jusqu'à nouvel ordre est le meilleur moyen d'allocation des richesses, qui permet la création de ces richesses, qu'on peut ensuite redistribuer dans un sens vertueux.

Et pour le projet ?

Je n'ai pas de boule de cristal, donc je ne peux pas précisément dire à quoi ressemblerait un monde transitionné. En revanche, il y a des choses qui me semblent évidentes : nous

ne pouvons plus anticiper un monde qui ressemblera, même de loin, à celui qui est le nôtre depuis la Révolution industrielle, c'est-à-dire, un monde de forte croissance économique. Je pense que l'un des impacts très importants de cette transition, c'est qu'on va bâtir un monde de croissance faible jusqu'à la fin du siècle.

D'ici là, nous pourrions bénéficier de technologies de rupture qui sont aujourd'hui seulement en gestation, mais qui ont le potentiel de tout changer. Je suis technosolutionniste à l'échelle du long terme. Je crois aux fantasmes transhumanistes pour la fin du siècle, mais pas pour aujourd'hui.

Est-ce que le technosolutionnisme, même à long terme, n'est pas un acte de foi ?

Je pense que c'est du très concret. Prenons un exemple. Nous ne bouclerons pas la transition climatique sans captation du carbone dans l'air. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas limiter ses émissions de gaz à effet de serre, parce que derrière, la technologie pourvoira et qu'on pourra revenir à la normale avec la captation de carbone. Celle-ci ne pourra être qu'un complément, c'est-à-dire qu'un appoint. Elle ne peut pas être la solution au réchauffement, mais peut être déterminante pour achever la transition.

« La question de la technologie pour moi est bien illustrée par la transition agricole. »

En gros, nous pouvons attendre de cette technologie-là 10 % à 25 % de nos réductions de nos gaz à effet de serre, d'ici à la neutralité carbone en 2070. Est-ce que c'est un acte de foi ? Cette captation du carbone est aujourd'hui technologiquement possible, nous la maîtrisons. La question est de savoir si, en cinquante ans, nous sommes capables de la développer à l'échelle industrielle. Idem pour l'intelligence artificielle (IA), ce n'est pas un acte de foi. Tous les spécialistes disent que pour la fin du siècle, nous disposerons d'un niveau d'IA équivalent ou supérieur à l'intelligence humaine. La question de la technologie, pour moi, est bien illustrée par la transition agricole. L'agroécologie devra redécouvrir des savoirs ancestraux de production, mais pour pouvoir nourrir une planète à 10 milliards de personnes, elle devra les compléter avec des robots, de l'intelligence artificielle et de la data.

Vous l'avez déjà un peu évoqué, mais vous défendez un capitalisme vert, mais également un « ruissellement écologique ». De quoi s'agit-il ?

C'est un clin d'œil ironique. Il faut trouver un moyen de faire bouger tout le monde en même temps. Dans la mauvaise nouvelle du verrouillage systémique, il y a une bonne nouvelle dialectique : si tout est verrouillé en même temps, tout peut aussi se déverrouiller en même temps.

Autrement dit, en tordant le cou au marché, c'est-à-dire en tordant la mécanique des prix, en renchérissant d'une part ce qui est polluant et en soutenant d'autre part ce qui est vertueux, il est possible de créer un mécanisme qui va ruisseler, c'est-à-dire qui va

entraîner tout le monde, sans qu'il y ait besoin de faire de l'obligation, de la contrainte directe à tous les étages.

Selon vous, décroissants et collapsologues en appellent à des mesures autoritaires. Pourtant, ils sont souvent de sensibilité libertaire et méfiants à l'égard de l'État...

Ils ne se rendent pas compte, de bonne foi, que ce qu'ils prônent va amener à cela. Pour faire de la décroissance, il faut détruire le marché. Donc, il faut se poser la première question à laquelle Lénine, Staline et Trotski ont eu à répondre : comment produire et quoi ? Aujourd'hui, c'est le marché qui le fait.

Pendant très longtemps, il existait des marchés économiques, sans pour autant qu'ils soient générateurs de forte croissance, comme depuis 200 ans. La raison est qu'ils étaient encadrés par certains mécanismes et certaines traditions, sans pourtant que ces sociétés soient des dictatures...

On ne peut pas pour autant dire qu'on vivait dans des démocraties. Mais est-ce qu'on parle d'un monde qui revient au Moyen Âge ? Les partisans de la décroissance disent que non. S'il s'agit de revenir en arrière, nous savons qu'il n'y a que deux possibilités : soit un autoritarisme impérial, soit un féodalisme.

« La liberté et la démocratie sont des luxes de sociétés développées. »

S'il n'y a pas de retour en arrière, il faut des médicaments, que tout le monde puisse se faire vacciner, des désinfectants, des antibiotiques. Cela exige d'énormes industries. Il faut des déplacements à vélo : cela exige une industrie, du fer, de l'acier, etc. Dans ce cas, nous sommes dans la situation de l'URSS, il faut organiser de grandes machines en prenant des décisions de production.

Ne pourrions-nous aussi imaginer des formes d'autolimitation démocratique ? Choisir librement, par exemple, de se débarrasser de certains secteurs nocifs, en favoriser d'autres, d'en limiter encore d'autres, etc.

C'est ce que fait le marché en renchérissant les secteurs polluants. Il n'y a pas besoin de passer par une planification, qui est la seule alternative au marché. Bien sûr que c'est une porte grande ouverte aux aventures autoritaires. Bien sûr que dans un groupe, même de cinq, il y en a un qui prend l'ascendant. Le marché permet de passer outre cela, alors que l'absence de marché crée des petits potentats à tous les niveaux. Regardons par exemple les sociétés monastiques, elles sont très caporalisées. Finalement, la liberté et la démocratie sont des luxes de sociétés développées. L'organisation du rationnement exige un chef.

Revenons à la question que pose votre livre. Vous finissez par conclure que la dictature n'est pas adaptée au défi climatique. Pourquoi ?

J'ai voulu sérieusement envisager la question de la dictature verte. Si, comme moi, on pense que notre système représentatif n'est pas adapté, il ne reste que deux options : la démocratie directe ou un système plus autoritaire. Pourquoi n'est-ce pas pour autant une bonne idée ? La première raison, c'est qu'on constate que les dictatures existantes ne sont pas plus vertes. C'est le niveau de développement qui détermine le rapport à l'écologie, mais pas du tout la nature politique du régime.

Deuxièmement, on pourrait penser qu'on pourrait créer un nouveau type de dictature, qui serait verte. Mais selon moi, ce serait inutile, parce que la transition n'implique pas de mettre à mal l'ensemble des droits et libertés. Elle ne peut avoir d'impact, et encore de manière relative, que sur un petit nombre de droits et de libertés, comme la liberté d'entreprendre, d'aller et venir, du commerce et de l'industrie. Et encore, c'est en fonction de l'existence d'alternatives.

« Impossible de faire une transition écologique sans une transition sociale. »

Dernier point, c'est que contrairement à une idée reçue, les dictatures ne sont pas efficaces. Du point de vue écologique, il faut inscrire une action dans le long terme. D'un point économique et social, les dictatures peuvent obtenir des résultats fracassants sur le très court terme, mais pas sur le long terme. Prenons la pandémie : la stratégie zéro-Covid de la Chine a été un échec flagrant.

Selon vous, l'écologie a donc besoin de la démocratie, non pas représentative, mais directe...

Oui... Je pense que l'actualité récente l'a prouvé. Je dis cela en pensant aux gilets jaunes et à la Convention citoyenne, qui sont liés puisque la seconde est mise en place pour répondre à la première. Les gilets jaunes ont prouvé qu'il était impossible de faire une transition écologique sans une transition sociale. Et la convention citoyenne montre que dans le cadre d'un système représentatif, un simple citoyen mis en situation de responsabilité peut devenir un Jean Jouzel [célèbre paléoclimatologue]. Autrement dit, les institutions font le comportement des hommes. C'était l'intuition de Hans Jonas, philosophe du « principe de responsabilité ».

Dans Du Contrat social (1762), Jean-Jacques Rousseau écrit : « S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. » Une vraie démocratie est-elle possible ?

Au quotidien, je constate que les sénateurs ne vont pas se comporter de la même manière en commission et en séance. En séance publique, ils sont dans les jeux politiques. Mais en commission, le travail est beaucoup plus constructif et transversal. C'est l'idée de l'existentialisme : les circonstances font les comportements des gens. Cela pose aussi la question de la foule. Il y a un siècle, à la suite de Gustave Le Bon, on percevait la foule comme une bête sauvage. Les mouvements de foules peuvent être effectivement très

irrationnels, mais il peut aussi y avoir une intelligence collective, à partir du moment où il y a des structures qui lui permettent de s'exprimer, comme l'ont prouvé les marchés prédictifs et les travaux d'Émile Servan-Schreiber.

Les groupes qui font des paris sur le devenir d'une valeur donnée battent systématiquement les prévisions des meilleurs experts. Je pense qu'on est tout à fait capable, face à l'histoire, de faire des choses qu'on ne ferait pas quand on doit simplement mettre un petit papier dans l'urne, ce qui est extrêmement déresponsabilisant. Inversement, les élus sont pris dans un système qui est fait pour dégager du consensus et des voix moyennes. Or, comme le dit François Gemenne, coauteur du sixième rapport du GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat], l'écologie, ce n'est pas un consensus. S'il faut arriver à la neutralité carbone, on ne peut pas couper la poire en deux et choisir 50 % de gaz à effet de serre.

* Antoine Buéno, *Faut-il une dictature verte ? La démocratie au secours de la planète*, Flammarion, 352 p., 21 €